

Le Syndicaliste

L'information du Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques

FO la force syndicale **DGFIP**

**HORS
SÉRIE**

Les prestations sociales des agents des Finances publiques

DOSSIER










**Préserver et améliorer
l'action sociale**



sommaire

Les prestations sociales des agents des finances publiques

	La restauration collective	p. 4
	Les logements	p. 5 à 15
	Les secours	p. 16 à 18
	Les vacances - Les loisirs	p. 19 à 21
	La famille	p. 22
	Les handicaps	p. 23
	Les revendications Force Ouvrière	p. 24 à 26

Le Syndicaliste F.O.-DGFIP est une publication trimestrielle éditée par le Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques
45-47, rue des Petites Écuries
75484 PARIS Cedex 10
Tél. 01 47 70 91 69
site Internet :
<http://www.fo-dgfip.fr>

0,50 € le numéro
Cette publication, uniquement diffusée aux adhérents, n'est pas vendue au numéro

N° CPPAP : 0519 S 06593
ISSN 2105-3553

Directrice de la publication :
Hélène FAUVEL

Équipe rédactionnelle :
Corinne ANGLADE
Catherine BOULET
Olivier BRUNELLE
Philippe CINQ
Claudine GAUTRONNEAU
Luc KAÇAR
Jean-Christophe LANSAC
Frédéric LIAUTAUD
Jean-Paul PHILIDET

Crédit photographique,
sauf mentions particulières :
F.O.-DGFIP

Service courrier :
Le Syndicaliste F.O.-DGFIP
45-47, rue des Petites Écuries
75484 PARIS Cedex 10

Le Syndicaliste F.O.-DGFIP
est imprimé par
Vincent Imprimeries
ZI du Menneton
26, rue Charles-Bedaux
BP 4229
37042 TOURS Cedex 1

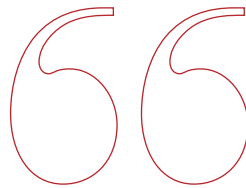
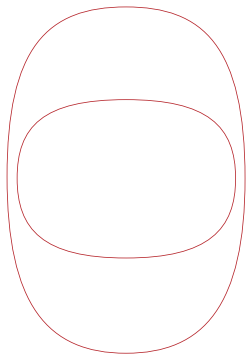


**« Être syndicaliste,
c'est une manière de vivre »**

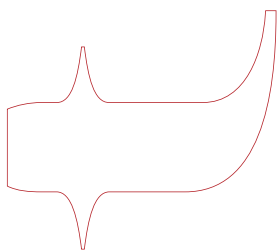
SIMONE WEIL, philosophe (1909-1943)



HÉLÈNE FAUVEL
Secrétaire Générale F.O.-DGFIP



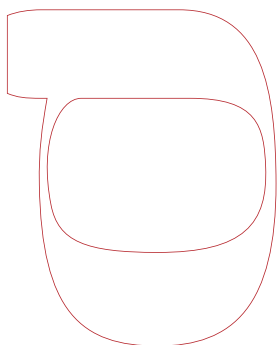
Préserver et améliorer l'action sociale



Les agents des ministères économiques et financiers bénéficient de diverses prestations d'action sociale tant interministérielles que ministérielles.



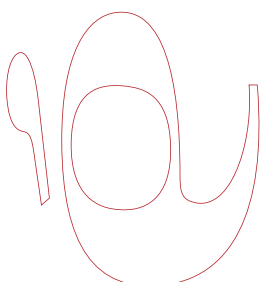
Souvent citée en référence, l'action sociale de Bercy s'est développée au fil de l'évolution du périmètre ministériel, mais aussi grâce à la pugnacité des organisations syndicales, particulièrement celle de **F.O.**



La défense d'une action sociale de haut niveau pour tous les agents est une priorité de **Force Ouvrière.**

En effet, dans le contexte actuel de rigueur budgétaire, l'action sociale, si elle ne doit pas remplacer la revalorisation de la rémunération, joue néanmoins un rôle incontestable d'amortisseur social, notamment en faveur des collègues les plus en difficulté.

Le présent guide, élaboré par le syndicat en partenariat avec la fédération des finances F.O., récapitule toutes les prestations sociales dont peuvent bénéficier les agents des finances publiques.





LA RESTAURATION COLLECTIVE

953 structures de restauration collective réparties en 335 restaurants financiers, 75 restaurants inter administratifs et 543 restaurants conventionnés ont servi en 2013 environ 10 millions de repas.

Les agents dont l'indice majoré ne dépasse pas 466 bénéficient d'une subvention (interministérielle) de 1,21 € par repas. La subvention est versée à l'organisme gestionnaire et non directement aux agents.

Le prix des repas varie selon les moyens mis à disposition des associations gestionnaires des restaurants.

La politique d'harmonisation tarifaire en matière de restauration et l'aide aux petites structures de restauration tendent à homogénéiser les tarifs.

De fait, un agent ne devrait pas dépenser plus de 5,10 € en Ile-de-France et plus de 5,60 € dans les autres régions pour se restaurer.

LE TITRE RESTAURANT

Pour les agents exerçant leur fonction dans un poste dit « isolé », qui ne peuvent disposer d'un restaurant administratif proche de leur lieu de travail (1km), le titre restaurant peut leur être attribué.

Depuis le 1^{er} janvier 2008 sa valeur faciale est de 5 € dont 2,5 € pris en charge par le ministère.





LES LOGEMENTS

Le logement constitue une des priorités des agents et tout particulièrement en Ile de France, le prix des loyers étant prohibitif par rapport aux traitements des fonctionnaires.

L'ALPAF (association qui gère les prestations logements aux Ministères) dispose de 9250 logements sur Paris et la région parisienne, et de 1531 logements en province (au 31 décembre 2012).



L'hébergement en foyer logement constitue une solution provisoire. Ce type de logement est attribué une seule fois au cours de la carrière administrative et la durée du séjour est limitée à une année. Il est donc important de faire dans un même temps une demande de logement en appartement.

Les logements foyers se situent exclusivement à Paris et dans les Hauts de Seine. Les possibilités de logement en appartements (studios à T5) sont encore très insuffisantes en nombre, la demande doit donc être établie le plus rapidement possible auprès du correspondant social de la Direction de rattachement ou la délégation départementale de l'action sociale.

RAPPEL :

Les agents recrutés sur des CDD et détachés entrants sont désormais éligibles à compter d'un an d'ancienneté ininterrompue.

La règle d'attribution « d'une pièce par personne » est assouplie pour les logements F2.



L'AIDE À L'INSTALLATION

Cette aide forfaitaire, non remboursable et soumise à conditions de ressources.

Elle est ouverte aux agents nouvellement affectés au sein des Ministères économique et financier ou qui changent de département après affectation à la suite d'une promotion de corps.

ATTENTION

la demande doit répondre à une double condition :

- Être formulée dans un délai maximum de 2 ans à compter de l'entrée dans les services, à la fin de la période de formation initiale (théorique et pratique) et intervenir au plus tard 2 mois après la prise d'effet du bail.

La date d'arrivée de la demande, à la délégation départementale de l'action sociale du lieu de votre affectation fait foi pour l'appréciation du respect du délai.

- Si l'agent a pris un logement au cours de la période de formation (théorique ou pratique) et qu'il garde ce même logement une fois connue son affectation dans les services, il pourra formuler sa demande sans que ce délai de 2 mois après la signature du bail ne lui soit opposé, mais dans les 2 mois qui suivent la notification de l'affectation.

MONTANT DE L'AIDE

Il varie suivant la commune de résidence (2 zones), de votre revenu fiscal de référence et suivant le type de logement loué (parc privé ou parc social).





F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

La **Zone 1** comprend les départements d'Ile de France, les Alpes Maritimes et la Haute Savoie et certaines communes de l'Ain et du Var.

La **Zone 2** comprend l'ensemble des autres communes du territoire métropolitain et des DOM.



	PARC SOCIAL		PARC PRIVE	
	Tranche 1	Tranche 2	Tranche1	Tranche2
Zone 1	Taux plein	Taux différencié	Taux plein	Taux différencié
1 ^{ère} année	1750€	1150€	2300€	1500€
2 ^{ème} année	1100€	700€	1500€	1000€
3 ^{ème} année	650€	450€	800€	500€
Zone 2	1750€	1150€	2300€	1500€

Pour la déclinaison du dispositif, en fonction de l'aide, nous vous invitons à consulter sur le site ministériel Alize, la rubrique action sociale suivie de la rubrique ALPAF (Association pour le Logement du Personnel des Administrations Financières).



LA PRIME SPECIALE D'INSTALLATION

Le décret 89-259 du 24 avril 1989 a institué une prime spéciale d'installation destinée à aider les fonctionnaires débutants dans certaines résidences qui leur sont assignées au moment de leur première affectation consécutive à leur titularisation dans la Fonction Publique.

Le poste d'affectation doit être situé dans les communes de l'Ile-de-France ou dans celles de la communauté urbaine de Lille.

Cette prime devra être demandée au service du personnel dès la prise de fonction, les droits étant appréciés lors de l'affectation à l'issue de la scolarité pour les fonctionnaires stagiaires.

le montant de la prime équivaut à la somme du traitement brut mensuel et de l'indemnité de résidence afférents à l'Indice Nouveau Majoré 431 (Indice Brut 500).

Son montant varie en fonction de la localisation de la résidence administrative de l'intéressé :

Résidence administrative	3%	1%	0%
Traitement brut (INM 431)	1995,65 €	1995,65 €	1995,65 €
Indemnité résidence (INM 431)	59,86 €	19,95 €	0 €
Montant brut de la prime	2055,51 €	2015,60 €	1995,65 €

► les communes de l'agglomération lilloise appartiennent à la zone 2 d'indemnité de résidence (taux 1%)

► la plupart des communes de l'Ile-de-France appartiennent à la zone 1 d'indemnité de résidence (taux 3%) sauf dans le 77, le 78 et le 95



L'AIDE A L'**INSTALLATION** DES PERSONNELS DE L'ETAT

L'aide à l'installation des personnels de l'Etat est une aide non remboursable.

Elle est destinée à accompagner l'accès au logement locatif des fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'Etat pour prise en charge en partie des premières dépenses liées à l'installation.

L'aide à l'installation des personnels de l'Etat est une aide non remboursable.

Elle est destinée à accompagner l'accès au logement locatif des fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'Etat pour prise en charge en partie des premières dépenses liées à l'installation.

L'AIP générique est accordée à tous les personnels quelle que soit leur région d'affectation.

L'AIP Ville est destinée à tous les personnels exerçant leurs fonctions en zones urbaines sensibles (ZUS)

Pour prétendre à cette allocation, l'agent doit disposer d'un revenu fiscal de référence (RFR), pour l'année n-2, inférieur ou égal au RFR minimal ouvrant droit au bénéfice des chèques vacances, dans la tranche de bonification la moins avantageuse.

les RFR plafonds ouvrant au bénéfice de l'AIP sont :

- pour 1 part fiscale, le RFR plafond est de 24 818 €
- pour 2 parts fiscales(ou plus), le RFR plafond est de 36 093 €

La demande est à formuler dans un délai maximum de deux ans à compter de la première affectation (ou réinstallation en cas de changement de catégorie) et le versement intervient au plus tard dans les deux mois suivant la signature du contrat.



LE PRÊT **EQUIPEMENT** DU **LOGEMENT**

Ce prêt est destiné à financer l'achat de meubles et/ou de gros appareils électroménagers dans la résidence principale en tant que propriétaire ou locataire et est ouvert à l'ensemble des agents, dès lors qu'ils répondent à certaines conditions de ressources.

Ce prêt sans intérêt (mais 1% de frais de dossier) peut être accordé en début ou en cours de carrière en fonction de votre revenu fiscal de référence et de votre situation professionnelle.

Peuvent en bénéficier :

- Les agents titulaires ou stagiaires en activité (hors scolarité) exerçant leurs fonctions au sein de ministères économique et financier.
- Les élèves stagiaires ou titulaires à l'entrée ou à l'issue de leur scolarité dans une école relevant des Ministères économique et financier qui apportent la preuve, au moment de la demande, de l'entrée dans un foyer ou dans une location meublée, ou dans un logement acquis.
- Agents fonctionnaires retraités des MEF ou leur conjoints retraités bénéficiaires de la pension de reversion (voir condition particulière)
- Agents handicapés
- Agents contractuels
- Agents recrutés par la voie du PACTE après leur période d'essai de 2 mois.





MONTANT DU PRÊT

Entre 500 € et 1 500 € pour la 1^{ère} tranche du barème

La limite de 1 500 € est portée à 2 400 € si la demande concerne à la fois des achats de meubles et de gros électro-ménager ;

Entre 500 € et 1 000 € pour la 2^{ème} tranche du barème

La limite de 1 000 € est portée à 1 600 € si la demande concerne à la fois des achats de meubles et de gros électro-ménager ;

Pour les dossiers concernant des achats de meubles et de gros électro-ménager, chaque nature de dépenses est plafonnée à 1500 € quelle que soit la tranche de revenus.

LE PRÊT À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT



Le prêt à l'amélioration de l'habitat est destiné à financer les dépenses liées aux seuls travaux et à l'achat de matériaux et à certains aménagements, en temps que propriétaire ou locataire.

MONTANT DU PRÊT

Entre 500€ et 2 400€ pour la 1^{ère} tranche du barème

Entre 500€ et 1 600€ pour la 2^{ème} tranche du barème

Ce prêt est remboursable selon votre choix en 24, 36, ou 48 mensualités.

Ce prêt est sans intérêt (mais 1% de frais de dossier est réparti sur toutes les mensualités)



AIDE À LA PROPRIÉTÉ

L'aide à la propriété est destinée à financer une partie des intérêts d'un prêt bancaire immobilier d'une durée de 10 ans minimum souscrit en vue de financer une acquisition, une construction avec ou sans achat de terrain ou une extension de la résidence principale en pleine propriété de l'agent ou du couple demandeur.

Soumise aux conditions de ressources, cette prestation sera versée à l'agent directement par l'ALPAF durant les cinq premières années de remboursement de prêt.

Le versement du montant maximum de l'aide à la propriété est subordonné à la souscription d'un prêt bancaire immobilier d'au moins 52 000€ pour la zone 1 et 34 000 € pour la zone 2.

Ce montant est proratisé en fonction du prêt souscrit si celui-ci est compris entre 15 000 € et les montants ci-avant. (voir modalité sur ALIZEE via site ALPAF)



LE PRÊT IMMOBILIER COMPLÉMENTAIRE

Ce prêt est accordé pour financer une partie des frais d'acquisition de la résidence principale de l'agent, en complément à un prêt bancaire immobilier principal.

En fonction de votre localisation géographique et votre revenu fiscal de référence, ce prêt peut vous être accordé.

Sont concernés l'achat d'un logement neuf ou ancien, l'extension d'un logement, le rachat de soulte en cas de séparation pour une opération qui ne dépasse pas 520 000 € en zone 1 ou 365 000€ en zone 2.

Zone 1 : Prêt entre 3000€ et 15 000 € remboursable en 200 mensualités.

Prêt entre 3000€ et 11 500 € remboursable en 200 mensualités.





Zone 2 : Prêt entre 3000€ et 10 000 € remboursable en 140 mensualités.

Prêt entre 3 000 € et 7 500 € remboursable en 140 mensualités.

Il est accordé sans intérêt mais comprend des frais de dossier de 2 % du montant emprunté.

Pour la déclinaison du dispositif, en fonction de l'aide, nous vous invitons à consulter sur le site ministériel Alize, la rubrique action sociale suivie de la rubrique ALPAF (Association pour le Logement du Personnel des Administrations Financières).

LE PRÊT **SINISTRE** **IMMOBILIER**



Bénéficiaires : les agents actifs et retraités des ministères économique et financier dont la résidence a été endommagée ou détruite par un sinistre ou une catastrophe quelle que soit sa nature (inondation, tempête, incendie...);

Nature de la prestation : prêt sans intérêt et non soumis à conditions de ressources ;

Nature des dépenses prises en compte : dépenses liées au logement, occasionnées par des situations de catastrophe ou de sinistre sur la résidence principale ;

Montant du prêt : maximum 8 000 €



AIDE À LA **PROPRIÉTÉ**

MODALITÉS GÉNÉRALES **D'ATTRIBUTION :**

- L'octroi du prêt n'est pas conditionné à l'octroi préalable d'une aide d'urgence ;
- L'arrêté de catastrophe naturelle n'est pas requis pour l'obtention du prêt ;
- Ces dossiers sont traités de façon prioritaire par l'ALPAF dans le respect toutefois du délai réglementaire de rétractation de 14 jours prévu par la loi ;

Il est remboursable en 60 mensualités ou en 100 mensualités selon le montant du prêt obtenu. Ce prêt peut être sollicité par deux agents vivant sous le même toit, dès lors que la dépense totale est égale ou supérieure aux prêts sollicités.

LE PRÊT POUR LE **LOGEMENT** D'UN ENFANT **ETUDIANT**

Cette prestation est allouée aux agents dont les enfants poursuivent des études en étant éloignés du domicile familial.

Elle est destinée à financer les dépenses liées à l'installation dans un logement dès lors que la location se situe dans une ville différente de celle du domicile des parents.





BÉNÉFICIAIRES :

Les agents actifs et retraités des ministères économique et financier ayant des enfants entre 16 et 26 ans durant l'année scolaire poursuivant des études secondaires ou des études supérieures, y compris techniques et professionnelles, en France ou à l'étranger.

NATURE DE LA PRESTATION :

Prêt sans intérêt et soumis à conditions de ressources ;

MODALITÉS GÉNÉRALES

D'ATTRIBUTION :

- Un prêt par enfant
- Cumul possible avec un autre prêt ALPAF (sous réserve de respecter les règles ALPAF et notamment le taux d'endettement maximum de 33%).
- Le montant est différencié selon les ressources comme c'est le cas pour d'autres prestations ALPAF (1 800 € pour la 1^{ère} tranche du barème et 1 200 € pour la 2^{ème} tranche du barème).

Les enfants doivent être fiscalement à charge de leurs parents.



LES SECOURS

Un réseau d'assistant(e)s de service social au sein des délégations départementales accueille les agents rencontrant des difficultés professionnelles, personnelles ou familiales.

Des consultations de conseillers en économie sociale et familiale sont ouvertes aux agents dans de nombreux départements.

Des dispositifs de secours financiers peuvent être mis en place.



L'AIDE PÉCUNIAIRE

Une aide non remboursable d'un montant maximum de 2 000 € peut être octroyée aux agents rencontrant de graves difficultés financières.



LE PRÊT SOCIAL

Un prêt sans intérêt de 2 000 € remboursable en 50 mensualités, peut être consenti pour aider les agents en difficultés.



L'AIDE À LA FAMILLE

Cette prestation est destinée aux parents qui effectuent un séjour en maison de repos accompagnés de leur enfant de moins de 5 ans au moment du séjour. Le séjour doit être médicalement prescrit et doit avoir lieu dans un établissement agréé par la sécurité sociale. La durée du séjour pris en charge ne doit pas dépasser 35 jours par an et par enfant. Son montant est de 22,59 €



L'AIDE AU MAINTIEN À DOMICILE

Cette aide s'adresse aux fonctionnaires civils et ouvriers d'Etat retraités ainsi qu'aux titulaires d'une pension de réversion à ce titre.

Le plafond de l'aide est fixé à 3 000 € par an. Cette aide ne peut se cumuler avec d'autres prestations de même nature versées par les départements ni avec les aides versées au titre du handicap.

Elle comprend : « un plan d'action personnalisé » recouvrant un ensemble de prestations (aide à domicile, actions favorisant la sécurité à domicile, les sorties, le soutien ponctuel en cas de retour d'hospitalisation ou en cas de périodes de fragilité physique ou sociale) et une aide « habitat et cadre de vie », visant à accompagner financièrement les personnes, dont le logement doit être aménagé pour permettre le maintien à domicile.

PLAN D'ACTION PERSONNALISÉ

RESSOURCES MENSUELLES			
Personnes seules	Ménage	Participation du retraité	Participation de l'Etat
Jusqu'à 835 €	Jusqu'à 1451 €	10 %	90 %
De 836 € à 894 €	De 1452 € à 1549 €	14 %	86 %
De 895 € à 1009 €	De 1550 € à 1696€	21 %	79 %
De 1010 € à 1090 €	De 1697 € à 1754 €	27 %	73 %
De 1091 € à 1140 €	De 1755 € à 1818 €	36 %	64 %
De 1141 € à 1 258 €	De 1819 € à 1921 €	51 %	49 %



AIDE « HABITAT ET CADRE DE VIE »

RESSOURCES MENSUELLES		Participation de l'Etat Calculée sur le cout des travaux pris en compte dans la limite du plafond d'intervention fixé
Personnes seules	Ménage	
Jusqu'à 835 €	Jusqu'à 1451 €	65 %
De 836 € à 894 €	De 1452 € à 1549 €	59 %
De 895 € à 1009 €	De 1550 € à 1696€	55 %
De 1010 € à 1090 €	De 1697 € à 1754 €	50 %
De 1091 € à 1140 €	De 1755 € à 1818 €	43 %
De 1141 € à 1258 €	De 1819 € à 1921 €	37 %

La mise en œuvre et la gestion pour le compte de l'Etat de ce dispositif sont exclusivement confiées à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS). La demande d'aide au maintien à domicile doit être déposée auprès de la Caisse d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ou d'un des organismes de son réseau.



F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

LES VACANCES LES LOISIRS

TOURISME SOCIAL



Des séjours en résidences hôtelières, locations meublées, gîtes, camping sont proposés par l'association Education Plein Air Finances (EPAF).

VACANCES ENFANTS

Pour les vacances d'hiver, de printemps et d'été des séjours en centres de vacances pour enfants âgés de 4 à 17 ans sont organisés en France et à l'étranger.



Toutes les informations sont disponibles sur le site

www.epaf.asso.fr

Pour chacune de ces prestations, des brochures sont disponibles auprès du correspondant social de votre département

En ce qui concerne les séjours enfants dans un cadre scolaire ou extra scolaire, une subvention interministérielle peut être attribuée par les services sociaux des ministères économiques et financiers.

Elle est à demander auprès de la délégation départementale de l'action sociale.



F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

LES SÉJOURS D'ENFANTS

SUBVENTION INTERMINISTÉRIELLE « SÉJOURS D'ENFANTS »
Taux de prestations d'actions sociales 2014

EN COLONIE DE VACANCES

Enfants de - 13ans

Enfants de 13 ans à 18 ans

7,25€
10,98€

EN CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT

Journée complète

Demi-journée

5,23€
2,64€

EN MAISONS FAMILIALES DE VACANCES ET GITES

Séjours en pension complète

Autre formule

7,63€
7,25€

SÉJOURS MIS EN ŒUVRE DANS LE CADRE ÉDUCATIF

Forfait pour 21 jours ou plus

Pour les séjours d'une durée inférieure, par jour

(Les séjours doivent être d'une durée de 5 jours au moins)

75,16€
3,57€

SÉJOURS LINGUISTIQUES

Enfants de -13 ans

Enfants de 13 ans à 18 ans

7,25€
10,98€



F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

LES CHÈQUES VACANCES

Si vous êtes agent handicapé, agents actifs et fonctionnaires en activité vous bénéficiez d'une majoration de bonification.

L'épargne doit être d'une durée minimum de 4 mois et d'une durée maximum de 12 mois. Renseignez-vous suffisamment à l'avance pour en bénéficier lors de vos congés.

Les conditions d'attribution du chèque vacances aux retraités sont, par circulaire du 23 septembre 2011, modifiées depuis le 1^{er} octobre 2011. En effet, depuis cette date, la contribution de l'Etat varie de 10 % à 30 % de l'épargne constituée selon le montant du revenu fiscal de référence et le nombre de parts. Par ailleurs, les RFR plafonds ont été revalorisés de 15%.

Une consultation du site

www.fonctionpublique-chequevacances.fr

vous permettra entre autre d'obtenir un outil de simulation ainsi que les demandes de plans d'épargne de chèques-vacances.

Vous avez également la possibilité de remplir et signer votre formulaire de demande en ligne.

En ce qui concerne les séjours enfants dans un cadre scolaire ou extra scolaire, une subvention interministérielle peut être attribuée par les services sociaux des ministères économiques et financiers.

Elle est à demander auprès de la délégation départementale de l'action sociale.



LA FAMILLE

LES CRÊCHES

Les ministères économique et financier proposent pour les enfants de ses agents, des places dans les crèches du Ministère mais aussi dans les crèches municipales, dans les haltes garderies ou inter administratives de certaines grandes villes.

Au **31 décembre 2013**, 492 places en crèches étaient à disposition des agents des ministères.



LE CESU-GARDE D'ENFANT

A compter du 1^{er} janvier 2014, la prestation CESU 0/3ans et 0/6ans a été remplacée par la prestation CESU 0/6ans.

En qualité d'agent des ministères de BERCY, fonctionnaires et ouvriers de l'Etat, agents non titulaires de droit public ou de droit privé, vous pouvez bénéficier des chèques emplois services pour participer au financement d'une structure de garde d'enfants hors du domicile, crèche, halte-garderie jardin d'enfants et garderie périscolaire, d'un salarié en emploi direct, assistant(e) maternel(le), garde à domicile, garde partagée, garde occasionnelle, baby-sitting, d'une entreprise ou association, prestataire de services ou mandataire agréé.

Cette prestation est soumise à condition de ressources. Les agents en situation monoparentale (parents isolés) remplissant les conditions d'attribution de la prestation bénéficient d'une majoration du montant d'aide de 20%.

Quelle que soit votre situation familiale, vous devez remplir un formulaire d'inscription disponible en ligne www.cesu-fonctionpublique.fr ou bien le retirer auprès de votre service d'action sociale.

Les agents doivent directement s'adresser à leur gestionnaire pour déposer leur demande.



F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

LES HANDICAPS

LE PRÊT ADAPTATION DU LOGEMENT DES PERSONNES HANDICAPÉES

Ce prêt n'est pas soumis au barème de ressources.



D'un montant maximum de 10 000 €, il est consenti pour le financement des travaux d'accessibilité d'aménagement et d'adaptation du logement des agents handicapés, ou des agents ayant fiscalement à charge une personne handicapée. Il est sans intérêt et remboursable en 140 mensualités, avec une mensualité maximum de 72,86 € et un différé de 3 mois.

Les frais de dossier s'élèvent à 2%. Le prêt est accordé sur présentation d'un devis. Une facture est exigée dans les 6 mois suivant l'octroi du prêt.

L'ALLOCATION AUX PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS

Elle est subordonnée au paiement de l'allocation d'éducation spéciale.

- Enfants de moins de 20 ans : 158,03 € par mois.
- Enfants poursuivant des études ou un apprentissage au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans : versement mensuel au taux de 30% de la base mensuelle de calcul des prestations familiales
- Séjours en centre de vacances spécialisés : 20,69 € par jour



FÉDÉRATION
DES FINANCES

F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

LES REVENDICATIONS **FORCE OUVRIÈRE** POUR AMÉLIORER L'ACTION SOCIALE



RETRAITÉ(E)S

- Rejet de toute exclusion des retraités du champ des bénéficiaires de l'action sociale
- Adaptation des prestations à la spécificité des retraités
- Réservations de places en maison de retraite
- Renforcement des dispositifs de maintien à domicile
- Mise en place d'une politique de prise en compte des difficultés liées à la dépendance



FAMILLE

- Instauration d'une véritable politique d'aide à la famille
- Amélioration des prestations liées à l'accueil des enfants en bas âge
- Création de nouveaux dispositifs et aides



FÉDÉRATION
DES FINANCES

F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

LES REVENDICATIONS **FORCE OUVRIÈRE** POUR AMÉLIORER L'ACTION SOCIALE



LOGEMENT

- Créations et réservations de logement sur tout le territoire, y compris les DOM
- Intensification des opérations de rénovation du parc de logements existants
- Adaptation des réservations de logements en terme d'implantation et de structures
- Assouplissement des règles d'attribution
- Simplification et uniformisation des procédures d'attribution
- Intensification du programme d'adaptation des logements aux personnes handicapées
- Réalisations de programmes spécifiques réservés aux agents en double résidence
- Mise en place d'un système de garantie des loyers et de caution par l'Etat employeur



FÉDÉRATION
DES FINANCES

F.O.-DGFIP - LE GUIDE DE L'AGENT

LES REVENDICATIONS **FORCE OUVRIÈRE** POUR AMÉLIORER L'ACTION SOCIALE



RESTAURATION

- Réévaluation de la subvention repas ainsi que de la valeur faciale du titre restaurant
- Prise en charge du surcoût des repas intégrant des produits biologiques



SÉJOURS D'ENFANTS

- Prise en charge par l'employeur de la totalité des frais d'acheminement des enfants jusqu'aux centres de vacances pour les séjours courts
- Poursuite des actions favorisant l'accueil en centre de vacances des enfants porteurs de handicaps
- Augmentation du nombre de tranches d'âge afin de rendre les tarifs plus équitables
- Remise en place des séjours linguistiques

Face aux difficultés croissantes rencontrées par les agents, **F.O.** revendique une réelle politique d'action sociale au croisement de la vie professionnelle et extraprofessionnelle qui permette d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités.

F.O. refuse toute tentative d'individualisation des prestations et d'instrumentalisation de l'action sociale au profit de la gestion des ressources humaines.

**POUR UNE
ACTION SOCIALE PRÉSERVÉE
ET DES
PRESTATIONS AMÉLIORÉES**

LE 4 DÉCEMBRE 2014

À TOUS LES SCRUTINS :
CTM, CAPN, CAPL, CCP, CTL

**VOTEZ ET FAITES VOTER
POUR LES CANDIDATS
FORCE OUVRIÈRE**



**PRIORITÉ
AUX AGENTS**



**ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
4 décembre 2014**

FO *la force syndicale* **DGFIP**

PRIORITÉ AUX AGENTS



**FÉDÉRATION
DES FINANCES**

